20e anniversaire

RAPPORT ANNUEL

1991-1992

C.E.E.P.

COMMISSION D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA PÉNINSULE

92-05966/

Les photos illustrant les pages 26 et 27 de ce rapport ont été inversées par inadvertance.

Nous nous excusons auprès des personnes concernées de tout inconvénient occasionné par cette erreur, et espérons qu'elles ne nous en tiendront pas rigueur.

Mille excuses.

IMPRIM-A

MESSAGE DU PRÉSIDENT

M. Onil Thériault
président

En cette année du 20e anniversaire de notre commission, il me fait plaisir de vous présenter, maires et conseillers municipaux de la Péninsule acadienne, un aperçu des activités de la dernière année, les états financiers de la C.E.E.P. ainsi que les priorités que nous nous proposons de développer au cours de la prochaine année.

Dans la nouvelle orientation que le ministère du Développement économique et Tourisme a donné aux commissions de développement l'an dernier, notre personnel a eu l'occasion de visiter plus de 150 entrepreneur(e)s de la Péninsule acadienne. Ces visites ont permis de constater que nos entrepreneur(e)s ont des besoins et qu'ils ne connaissent pas nécessairement tous les programmes gouvernementaux qui leurs sont disponibles. Aussi, certains ont exprimé des besoins dans les domaines de la gestion, du marketing et des finances. Les entrepreneur(e)s seront à nouveau visités cette année et les différents programmes, ainsi que les cours de formation disponibles, leurs seront présentés.

La Commission a également participé en partenariat avec le Centre universitaire de Shippagan, la Société d'aide à l'entreprise et le Collège communautaire à l'élaboration du projet de concept d'incubation d'entreprises. Ce concept, mis en place depuis plusieurs années aux États-Unis et au Canada, permet de découvrir de nouveaux entrepreneur(e)s et de les orienter dans la préparation de leur plan d'entreprise. Ce dossier a déjà reçu une offre de financement de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, de la direction de l'Entente de Coopération Canada/Nouveau-Brunswick sur la diversification économique ainsi que du ministère du Développement économique et Tourisme. Nous comptons sur la collaboration des organismes de développement économique afin de s'assurer que cette expérience soit bénéfique pour la Péninsule acadienne.

Nous avons participé aux nombreuses délibérations de la Conférence socio-économique de la Péninsule acadienne. Le Sommet, présenté à Caraquet en avril dernier, a regroupé 11 ministres du gouvernement provincial ainsi que les promoteurs des différents projets soumis à la Conférence. Même si les résultats ne semblent pas faire l'unanimité, il n'en demeure pas moins que le processus de la Conférence aura permis de créer un consensus au sein de la population de la Péninsule acadienne. Le suivi sera très important et la Commission s'engage à poursuivre avec les promoteurs les démarches pour assurer que les projets de développement économique soient réalisés. La population de la Péninsule doit continuer à se concerter et à travailler ensemble à la réalisation des différents projets. Des regroupements, comme celui des entrepreneur(e)s qui est présentement en voie d'organisation, sont certainement des initiatives que la Commission se doit d'encourager.

Au cours de la dernière année, les administrateurs de la Commission ont eu l'occasion de clarifier leur rôle ainsi que les structures décisionnelles de la Commission. La mission a été clairement définie lors d'un exercice de planification stratégique. Notre mission est de promouvoir et de coordonner le développement économique de la Péninsule acadienne. En début de ce rapport, vous trouverez les détails. Ce processus a également permis la création de deux nouveaux comités, celui de gestion et celui de développement économique. Ces nouveaux comités permettront aux administrateurs de participer plus activement aux décisions. J'espère que nos administrateurs s'impliqueront sur ces comités afin de s'assurer que toutes les régions de la Péninsule puissent bénéficier des opportunités qui se présentent.

J'ai l'honneur en cette année du 20e d'être le président de la Commission. J'aimerais en profiter pour remercier tous les gens qui ont contribué au développement de notre Commission. Aux différents paliers de gouvernements, soit fédéral, provincial ou municipal, aux personnes qui ont siégé aux différents conseils d'administration, aux employés ainsi qu'à tous les collaborateurs, au nom du Conseil actuel, un merci sincère.

J'aimerais également profiter de cette dernière chance à titre de président, puisque mon mandat se termine cette année, de remercier les gens qui m'ont supporté au cours des trois dernières années. Un président ne peut bien fonctionner sans l'appui de son Conseil et du personnel. Je peux vous dire que j'ai bien aimé l'expérience et je souhaite la meilleure des chances à Mme Suzanne Cormier, la nouvelle présidente et au nouveau Conseil. Merci à tout le personnel. Je peux vous assurer de ma collaboration dans les prochaines années.

En terminant, j'espère que vous continuerez à appuyer votre Commission pour qu'ensemble nous puissions orienter et continuer le développement de la Péninsule acadienne.

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

M. Gérard Brideau
directeur général

Même en période de récession, notre Commission a été passablement occupée au cours de la dernière année. Les membres du personnel ont effectué au-delà de 155 visites à nos entreprises de fabrication et/ou de transformation tandis que nous avons reçu quelque 150 personnes d'affaires en consultation à nos bureaux.

Nos parcs industriels ont accueilli de nouvelles entreprises au cours de la dernière année. La Coopérative de Caraquet a installé ses réservoirs d'essence dans le Parc de Caraquet. Deux autres terrains sont en train d'être vendus dans ce même parc. A Bas-Caraquet la compagnie A.R. Lanteigne Construction Ltée s'est installée dans le Parc industriel.

Une nouvelle rue a été construite dans le Parc industriel de Tracadie-Sheila avec l'aide financière de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et de l'Entente de coopération. La compagnie Art-Pro ainsi que Michel McGraw se sont relocalisés dans ce Parc industriel.

Afin de rapprocher la C.E.E.P. des personnes d'affaires, nous nous déplaçons dans différentes localités sur une base bimensuelle et un représentant de L'APECA accompagne un de nos employés. Cette formule semble être appréciée par les personnes qui veulent se lancer en affaires ou qui veulent prendre de l'expansion.

Avec la collaboration de trois hommes d'affaires de la Péninsule, nous avons réussi à démarrer le programme "Jeunes Entreprises". Le président, monsieur Jacques Dugas, représente la région de Caraquet, le vice-président, Richard Losier, représente celle de Tracadie-Sheila tandis que monsieur Jean-Claude Larocque représente la région de Shippagan-les-Îles.

Au cours de la dernière année, le président et le directeur général ont rencontré nos bailleurs de fonds, soit tous les conseils municipaux participant au financement de notre Commission afin de leur exposer notre Plan de travail pour l'année 1991-92. Le représentant du ministère du Développement économique et Tourisme, monsieur Laurie Robichaud les accompagnait.

Afin de permettre aux personnes oeuvrant dans le domaine du développement économique dans la Péninsule d'échanger sur leurs activités respectives, ces personnes se réunissent à nos bureaux sur une base mensuelle. A tour de rôle, les participants font un exposé sur les programmes d'aide de leur ministère etc. Ces rencontres sont des plus fructueuses.

Afin d'améliorer le fonctionnement de la C.E.E.P. et de faciliter le rôle des membres de notre Conseil d'administration, nous avons tenu trois réunions avec un motivateur/facilitateur. Ces sessions ont permis de nous analyser comme "commission de développement" et de finalement nous donner un énoncé de valeurs, un énoncé de mission et de développer des buts stratégiques pour les trois prochaines années.

Au cours de la dernière année nous avons accueilli 4 délégations étrangères en provenance de Hong Kong, du Portugal, de la Corée du sud et de la Belgique. Ces personnes recherchent des occasions d'affaires et peuvent éventuellement s'installer au Nouveau-Brunswick. Il est très important pour nous de bien les recevoir et de leur vanter les avantages de s'installer dans la Péninsule acadienne.

Nous avons aussi offert un déjeuner aux fabricants de la Péninsule afin de leur présenter les avantages de s'inscrire au programme "Service aux fournisseurs". Des représentants des ministères fédéral et provincial de Approvisionnements et Services ainsi qu'un représentant de l'agence "Service aux fournisseurs" ont fait les présentations.

Selon notre stratégie de développement, nous sommes en mesure de rapporter que dans l'ensemble, nos objectifs de création d'emploi ont été réalisés pour la période de 1989 à 1991.

Au cours de ces trois années, le nombre de nouveaux emplois créés fut de 1 593 et le nombre d'emplois permanents a passé de 35% à 38% durant cette même période. Ces emplois permanents se situent surtout dans le domaine des commerces de détail, celui des services et administration provinciale et le domaine de la santé et services sociaux.

Nous sommes confiants que l'année 1992 apportera à la Péninsule un nouveau départ et que le climat économique sera favorable à la création de nouveaux emplois. L'Entente de diversification pour la Péninsule devrait certainement servir de stimulant à l'investissement.

Le mandat

La Commission d'expansion économique de la Péninsule (C.E.E.P.) a la mission de promouvoir et de coordonner le développement économique de la Péninsule acadienne en :

a) identifiant et en assurant la promotion des priorités de la région en fonction des contraintes et des opportunités de développement économique;
b) facilitant l'établissement ou l'expansion d'entreprises primaires, secondaires et tertiaires;
c) agissant comme premier relais entre l'entrepreneur et les agences gouvernementales ou autres qui offrent des programmes favorisant le développement économique de la région.

Les activités

La Commission remplira sa mission en offrant les services suivants:

1. Promouvoir les programmes offerts par les agences gouvernementales ou autres;
2. Offrir des services d'information et de consultation;
3. Agir comme forum de concertation et d'entraide régional entre les différents acteurs et secteurs du développement économique régional;
4. Agir comme agent de développement économique;
5. Agir comme agent de liaison entre les secteurs économiques de la région et les agences gouvernementales à mission économique;
6. Informer les gouvernements des besoins en développement économique de la région;
7. Encourager les investisseurs potentiels à contribuer au développement économique de la région.

Les services offerts par la Commission respecteront les mandats reçus des agences gouvernementales aux paliers fédéral, provincial et municipal. En tenant compte des buts stratégiques et des attentes du ministère du Développement économique et Tourisme, nous avons formulé notre Plan de travail pour l'année 1992-1993.

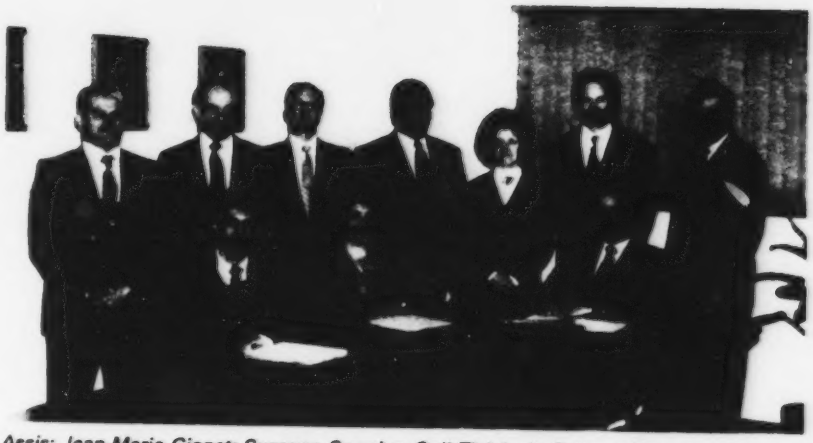
Les membres

La C.E.E.P. est une des douze commissions de développement régional dont les membres sont les municipalités constituées de la Péninsule acadienne. Dix municipalités participent à son financement en collaboration avec le ministère du Développement économique et Tourisme et de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Seuls quatre villages, soit Le Goulet, Maisonnette, St-Léolin et St-Isidore (incorporé en décembre 1991) ne participent pas au budget de la Commission.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 1991-1992

Le Conseil d'administration de la C.E.E.P. est composé de 14 membres. Ces membres proviennent surtout du milieu des affaires et sont nommés par les municipalités participantes. Leur mandat est d'une durée de trois ans et ne peut être renouvelé qu'une fois.

De plus, deux comités permanents ont été formés au cours des derniers mois. Ces comités sont celui de Gestion et celui du Développement économique. Les membres de ces comités étudieront certains dossiers et feront des recommandations au Conseil d'administration pour acceptation.



Assis: Jean-Marie Gionet; Suzanne Cormier; Onil Thériault. Debout: Raymond Basque; Médard Noël; Paul LeBreton; James Butler; Lucille Landry; Rénald Comeau; Gérard Brideau, directeur général. Absents : Gérald Lizotte; Rhéal Chiasson; Maurice Paulin; Raymond Haché et Jean-Luc Deslauriers.

Onil Thériault ..... *président*
Suzanne Cormier ..... *1ère vice présidente*
Jean-Marie Gionet ..... *2ème vice président*
Maurice Paulin ..... *secrétaire*

Jean-Marie Gionet ..... *Bas-Caraquet*
Onil Thériault ..... *Bertrand*
Suzanne Cormier ..... *Caraquet*
Jean-Luc Deslauriers ..... *Caraquet*
Raymond Basque ..... *Grande-Anse*
Rhéal Chiasson ..... *Lamèque*
Médard Noël ..... *Lamèque*
Paul LeBreton ..... *Néguac*
James Butler ..... *Paquetville*
Gérald Lizotte ..... *Shippagan*
Raymond A.F. Haché ..... *Shippagan*
Maurice Paulin ..... *Ste-Marie-St-Raphaël*
Rénald Comeau ..... *Tracadie*
Lucille Landry ..... *Tracadie*

LE PERSONNEL

Notre personnel comprend un directeur général, une directrice adjointe et une secrétaire exécutive. Madame Albertine Cormier occupe le poste de directrice adjointe depuis 2 ans tandis que madame Yvette McGrath est notre secrétaire exécutive.

Grâce à une contribution spéciale de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour une quatrième année consécutive, la C.E.E.P. compte deux membres de plus à son personnel, soit un agent de développement et une secrétaire. Monsieur Normand Thériault occupe le poste d'agent de développement et Ginette Girouard celui de secrétaire.

De gauche à droite : Yvette McGrath, secrétaire exécutive; Gérard Brideau, directeur-général. Debout : Albertine Cormier, directrice adjointe; Normand Thériault, agent de développement et Ginette Girouard, secrétaire.

FEMME ENTREPRENEURE

En avril dernier, le ministère du Développement économique et Tourisme reconnaissait lors d'un banquet à Fredericton, 12 femmes entrepreneures du Nouveau-Brunswick. Dans la Péninsule acadienne, Mme Raymonde Albert-LeBlanc de Caraquet obtenait le titre. Mme Albert-LeBlanc a depuis plus de 20 ans dirigé plusieurs commerces dans la Péninsule acadienne.
Sur la photo, dans l'ordre, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, l'honorable Frank McKenna qui présente le trophée à Mme Raymonde Albert-LeBlanc. À sa gauche, Gérard Brideau, directeur général de la C.E.E.P. (Photo Gino LeBlanc)

PRIORITÉS 1992-1993

Nous avons reconnu comme faisant partie de nos priorités le besoin d'améliorer l'administration des mandats reçus des agences gouvernementales, soit celui du ministère du Développement économique et Tourisme et de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Nous allons continuer de travailler en étroite collaboration avec ces deux agences.

Au cours des visites d'entreprises de l'an dernier, nous avons identifié un besoin de formation en gestion d'entreprise et de formation à des niveaux inférieurs. Nous travaillerons donc à valoriser l'importance de la formation auprès des entrepreneurs.

Nous constatons également un manque d'identification d'opportunités économiques au niveau de la Péninsule. Nous allons tenter de tracer le cheminement de certaines de nos matières premières qui sortent de la Péninsule pour être transformées à l'extérieur. Des profils seront préparés sur ces entreprises qui ajoutent de la valeur à nos produits. Avec ces informations, il se pourrait que certaines de ces entreprises soient intéressées à s'installer dans notre région, ou sinon, nous pourrions encourager nos entrepreneurs à s'orienter vers ces secteurs de développement économique. Les secteurs visés sont la tourbe et les pêches.

PROFIL

Fafard LA CIE DE TOURBE FAFARD LTÉE

PIONNIERS DANS LE DOMAINE DE LA TOURBE

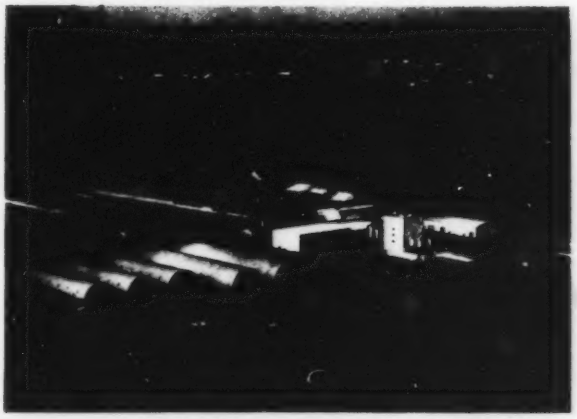
Fafard est une Compagnie Canadienne en affaire depuis cinquante ans. Elle est pionnière de l'industrie de la tourbe au Nouveau-Brunswick.

Fafard, c'est six tourbières et trois usines de tourbe en opération au Nouveau-Brunswick.

Fafard, c'est plus de 200 employés qualifiés au Nouveau-Brunswick, notamment à Shippagan, à Évangéline, à Inkerman, à Burnt Church et à St-Paul de Kent.

Fafard, c'est une usine d'expansion de minerais de perlite et vermiculite, à la fine pointe de la technologie.

Fafard, c'est aussi une usine de mélange ultra-moderne.



Usines de traitement de la tourbe d'Inkerman

La Compagnie de Tourbe Fafard Ltée
C.P. 70, Shippagan, N.-B.
E0B 2P0
Tél.: 336-9715
Fax 336-9300

COMMANDITE

OUVERTURES OFFICIELLES

ALPES FOODS

En octobre dernier, la C.E.E.P. participait à l'ouverture officielle de l'usine Alpes Food dans le Parc industriel de Tracadie-Sheila. Le ministre du Développement économique et Tourisme, Denis Losier ainsi que le représentant de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Richard Bélanger, participèrent à cette ouverture.
Dans l'ordre sur la photo, le Dr. S.K. Anand, la propriétaire, Mme P.K. Anand, le ministre Denis Losier, le représentant de l'A.P.E.C.A., M. Richard Bélanger, le Dr. Chand Passey et M. Harbans L. Passey.

LA MAISON WILLIAM

Au printemps dernier, il y eut à Caraquet l'ouverture officielle de l'usine de fabrication de egg rolls, la Maison William de Caraquet. Sur la photo, dans l'ordre, Maurice Basque, représentant du ministère de l'Agriculture, Mme Mimi Ing, M. William Ing, propriétaires, le maire de Caraquet, Germain Blanchard ainsi que le représentant de l'A.P.E.C.A., M. Jean-Guy Rioux.

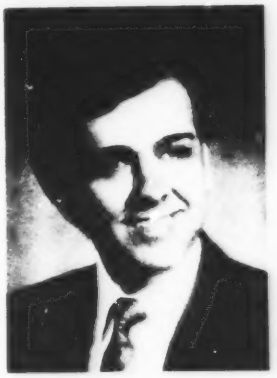
ART-PRO

Il y eut également l'ouverture de l'usine Art-Pro située dans le Parc industriel de Tracadie-Sheila. Ont assisté à cette ouverture, le représentant du ministère du Développement économique et Tourisme, M. Laurie Robichaud, la vice-présidente de la C.E.E.P., Mme Suzanne Cormier, les propriétaires, Richard et Jean-Pierre Ulrich et Bernard Ferguson, le maire de Tracadie-Sheila, Raymond Losier et le représentant de l'A.P.E.C.A., M. Jean-Guy Rioux.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISME

Les entrepreneurs de la Péninsule acadienne peuvent compter sur la présence de deux représentants du ministère du Développement économique et Tourisme. Installés dans nos bureaux à Tracadie-Sheila, messieurs Laurie Robichaud et Percy Mallet travaillent en étroite collaboration avec la Commission à titre de facilitateurs auprès des entreprises locales. Ils assistent également aux réunions du Conseil d'administration de la C.E.E.P.

Leur rôle consiste à fournir de l'information et à conseiller les personnes d'affaires sur les programmes, les services et les activités du gouvernement provincial.



Percy Mallet

Laurie Robichaud

Les Ententes

1972
Entente FODER (phase II)
89 millions $ s'ajoutent aux 67 millions $ déjà engagés

1976
Entente auxiliaire sur les routes
11,77 millions $

1977
Entente auxiliaire sur le Nord-Est
95,5 millions $ (5 ans)

1987
Création de l'A.P.E.C.A.
200 millions (5 ans)

1990
Entente de coopération sur la diversification économique
28 millions $
(Péninsule acadienne)

PROGRAMME JEUNES ENTREPRENEURS

Un comité provisoire dont le but est de mettre sur pied le programme Jeunes Entreprises fut initié par la C.E.E.P. au cours de la dernière année. Le programme Jeunes entreprises permettra de sensibiliser les jeunes au niveau des écoles de la Péninsule acadienne à l'entrepreneurship. Les entrepreneurs de la région ont été invités à y participer. M. Jacques Dugas de DugasFab assume la présidence du comité provisoire.

Les membres du comité provisoire sont :dans l'ordre, Basile Roussel, Albertine Cormier, Richard Losier, Laurie Robichaud et Jacques Dugas.

BANQUET DE L'ENTREPRENEURSHIP ... UN SUCCÈS

Le 26 octobre au Centre communautaire d'Inkerman, nous présentions notre 2e Banquet annuel de l'Entrepreneurship. Au cours de cette soirée, plusieurs entreprises de la Péninsule acadienne ont été reconnues pour leurs réussites en affaires. Le récipiendaire du titre d'Entrepreneur de l'année 1990, monsieur Richard Losier de St-Isidore Asphalte était le conférencier invité. Il a fait part des réussites de la compagnie.

Le gagnant du prix de l'Entrepreneur de l'année pour 1991 fut monsieur Elphège Chiasson, propriétaire de la Mousse acadienne (1979) Ltée de l'Île Lamèque. Sa compagnie était reconnue comme l'Entreprise de l'année.

Parmi les autres prix d'excellence, les récipiendaires furent les suivants: Tourisme - Motel Boudreau, Commerce de détail - Néguac Home Hardware, Diversification/Innovation - Centre d'Art Ulrich, et Fabrication/Transformation - Pêcheries St-Paul (1989) Ltée.

Centre d'Art Ulrich (Art-Pro), dans l'ordre, Jean-Pierre Ulrich, Bernard Ferguson, le ministre Denis Losier et Richard Ulrich.

La Mousse acadienne: dans l'ordre, Elphège Chiasson, l'honorable Denis Losier et le président de la C.E.E.P., Onil Thériault.

Pêcheries St-Paul (1989) Ltée: Jacques Haché et le ministre Denis Losier.

Néguac Home Hardware: dans l'ordre François LeGresley et le ministre Denis Losier.

Motel Boudreau: dans l'ordre, Donald Boudreau et le ministre Denis Losier.

C.E.E.P - Services de consultation

Le principal mandat de la Commission d'expansion économique de la Péninsule est de fournir de l'assistance directe aux entreprises de la Péninsule acadienne. Celle-ci consiste d'un service de consultation et d'aide technique concernant les programmes gouvernementaux.

Au niveau de programmes gouvernementaux, quatre demandes au programme Entrepreneur N.-B. furent approuvées. Ceci représente un investissement total de 39 000$ de la part du ministère de l'Enseignement supérieur et du Travail.

Neuf demandes au programme Autodémarrage furent approuvées représentant un investissement de 82 000$ du ministère du Développement économique et Tourisme. Ce ministère administre plusieurs autres programmes axés vers les petites et moyennes entreprises de transformation. Plus de trente entreprises de la région ont bénéficié de ces programmes au cours de la dernière année pour un montant total de 913 820$. Les programmes offerts varient entre de l'aide financière pour préparation de plans d'entreprises à des garanties de prêts.

Un total de quarante-neuf demandes furent approuvées sous le programme Action de l'A.P.E.C.A. Une somme de 2 251 559$ fut octroyée par le programme Action et une somme additionnelle de 108 115$ fut accordée comme contribution à l'égard des coûts d'intérêts. Ceci représente un investissement total de 4 041 149$ dans des entreprises de la Péninsule. En plus, six demandes sous le programme Diversipêche furent approuvées pour un montant de 1 228 369$.

Plusieurs Ententes de coopération ont été signées entre la province du Nouveau-Brunswick et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Au cours de la dernière année, quatre demandes furent approuvées sous l'Entente de l'aquaculture pour un montant de 394 918$, trente-quatre demandes sous l'Entente de l'Agriculture pour un montant de 254 686$, dix demandes sous l'Entente de développement commercial pour un montant de 457 772$, deux demandes sous l'Entente de la pêche pour un montant de 1 178 426$ ainsi que trois demandes sous l'Entente de développement industriel pour un montant de 95 132$.

L'Entente de coopération sur la diversification économique est une entente conjointe entre l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et la province du Nouveau-Brunswick. Le but principal de cette entente est de faciliter la diversification de l'économie de la Péninsule acadienne. Un total de vingt-deux demandes furent approuvées sous ce programme pour un montant total de 1 917 269$.

Au cours de l'été, 3 différentes entreprises ont été mises sur pied par nos jeunes de la Péninsule acadienne. Ils ont pu atteindre leurs objectifs grâce à l'aide du programme Capital d'entreprise pour étudiants du ministère de l'Enseignement supérieur et du Travail. Ce programme a pour but de permettre aux jeunes de commencer leur propre entreprise durant la période estivale et de développer l'esprit d'entrepreneurship auprès de cette clientèle cible.

PROFIL

CENTRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA TOURBE INC. (C.R.D.T.)

UN CENTRE EN CROISSANCE CONTINUE

Grandir, élargir le champ d'expertise, accroître la contribution du Centre au développement de l'industrie: telles sont les ambitions du Centre de recherche et de développement de la tourbe (CRDT), telles que les exprime son directeur, Jean-Yves Daigle.

Scientifique de formation, directeur du CRDT depuis neuf ans, Jean-Yves Daigle a été impliqué depuis dix ans dans sa fondation et son développement. Pour lui, la croissance du CRDT se fera toujours avec pour mission essentielle de répondre aux multiples questions qui lui sont posées.

Chaque question représente un nouveau défi et il s'en présente tous les jours.

Mis sur pied avec le soutien du Centre universitaire de Shippagan, dont Jean-Yves Daigle a été longtemps un des professeurs, le CRDT fonctionne de façon autonome, mais illustre l'interaction créative qui peut exister entre l'université et l'industrie dans le Nord-Est de la province.

TÉL.: 336-9719
Fax.: 336-9834

COMMANDITE

UN REPRÉSENTANT DE L'A.P.E.C.A. À SHIPPAGAN

Un bureau de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (A.P.E.C.A.) est ouvert à Shippagan depuis plus d'un an. Ce bureau voit à la diffusion d'information sur les divers programmes proposés par l'Agence et à ses modalités. L'agent de développement, monsieur Jacques Lanteigne, travaille également à développer de nouvelles initiatives économiques collaborant avec les personnes d'affaires, les agences de développement économique, les ministères concernés, agences et autres ententes sur le territoire de la Péninsule. Le personnel voit également à l'évaluation préliminaire et à l'acheminement des propositions au secrétariat de l'Entente de coopération sur la diversification économique.

Le bureau fournit aussi de l'information sur les autres programmes de l'A.P.E.C.A. et oriente les requérants vers les personnes compétentes. Il assure également une présence visible de l'A.P.E.C.A. comme partenaire de développement dans la Péninsule.

Jacques F. Lanteigne

PROFIL

PÊCHERIES BELLE-ILE

QUALITÉ AVANT TOUT

Fondée en 1989, Pêcheries Belle-Ile Ltée de Ste-Marie-St-Raphaël comptent 11 actionnaires dont 9 sont des pêcheurs. L'entreprise fait travailler plus de 200 employés.

Le président et directeur général de l'entreprise, Jean-Pierre Hébert, indique que Pêcheries Belle-Ile exporte des produits reconnus comme les meilleurs sur le marché japonais.

Le crabe des neiges, le homard ainsi que le hareng sont distribués sous les marques de commerce C-Gem et Island Pearl.

"La qualité de nos produits fait la fierté de notre usine et nos clients japonais n'hésitent pas à nous le dire".

Les membres du Conseil d'administration de Pêcheries Belle-Ile comptent : Jean-Pierre Hébert, Lucien Chiasson et Anatole Godin mais également les pêcheurs, Sylva Haché, Jacqueline Paulin, Jeannot Guignard, Marius Duguay, Jacques A. Haché, Wilbert Godin, Jules Blanchard et Émiliore Ferron.

Pêcheries Belle-Ile Ltée
Tél. (506) 344-8009

MARQUE C-GEM

MARQUE ISLAND PEARL

C.E.E.P. services d'information

Le personnel informe les gens d'affaires des différents programmes gouvernementaux auxquels ils peuvent avoir recours pour recevoir de l'aide technique ou financière.

En plus, la C.E.E.P. publie présentement 30 brochures et répertoires incluant un guide pour les gens qui veulent se lancer en affaires. L'information contenue dans ces textes peut intéresser aussi bien la population entière que les gens d'affaires de la Péninsule acadienne et des environs. Le répertoire des employeurs, qui est accessible par ordinateur, est maintenant tenu à jour sur une base régulière. La C.E.E.P. peut aussi fournir des données statistiques en provenance de la documentation qu'elle a sur les lieux.

LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL

La Société d'aménagement régional est une agence du gouvernement provincial qui voit à la coordination et à l'administration de différentes activités du gouvernement en matière de développement économique. De plus, sous la direction du ministre responsable, la Société d'aménagement régional contribue à l'élaboration et au suivi de politiques gouvernementales reliées au développement.

La Société d'aménagement régional est l'organisme responsable de la coordination des négociations et de la gestion d'ententes fédérales-provinciales.

La Société est aussi responsable du programme provincial d'aide au développement et, depuis 1989, coordonne le programme de concertation auprès des régions, soit le programme des Conférences économiques régionales.

L'implication de la Société dans le développement de la Péninsule acadienne remonte à 1965.

Parmi les différentes interventions Canada-Nouveau-Brunswick dans le développement économique régional au cours des trente (30) dernières années, notons la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA), le Fonds de développement économique rural (FODER 1966-1976), et l'Entente auxiliaire sur le Nord-Est du Nouveau-Brunswick (EANE-NB 1977-1989). En 1990 le Canada et la Province ont signé une Entente de coopération sur la diversification économique. Une bonne proportion de cette entente, qui est en vigueur jusqu'en 1995, s'adresse à la Péninsule acadienne. À titre d'exemple, notons quelques initiatives au cours des trente (30) dernières années:
dans le domaine de la formation, la construction des écoles polyvalentes;
dans le domaine touristique, la construction du Village historique acadien, de l'Aquarium et Centre marin, du Carrefour de la Mer, du développement de différents parcs touristiques;
dans le domaine des pêches et de l'aquaculture, les différents programmes d'amélioration de la qualité de nos produits, construction de treuils mobiles de Bas-Caraquet et Shippagan, ainsi que le développement d'une industrie aquicole;
dans le domaine de la tourbe, la mise sur pied du Centre de recherche et de développement sur la tourbe;
dans le domaine de l'agriculture, différents programmes incitateurs au développement agricole et plus particulièrement à l'industrie des bleuets;
dans le domaine industriel, le développement de parcs industriels, l'amélioration des systèmes d'eaux à l'industrie;
dans le domaine de la PME, le programme d'assistance financière au développement des petites entreprises.

L'implication de la Société se situe principalement au niveau de coordination et d'appui financier aux interventions des différents ministères provinciaux chargés de la mise en oeuvre.

PROFIL

CENTRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS MARINS INC.

UN PARTENARIAT AU SERVICE DES PÊCHES

Depuis sa naissance officielle en mai 1990, le Centre de recherche des produits marins inc. (CRDPM) joue un rôle de rassembleur des compétences techniques au service des Pêches.

Autour de l'industrie, il s'ajoute au Centre universitaire de Shippagan, à l'École des Pêches, à l'Aquarium et au Centre marin, au Centre de recherche et de développement de la tourbe, à Technomar Canada et au Conseil de recherche et de productivité du Nouveau-Brunswick.

Orienté vers les problèmes de transformation et de commercialisation des produits de la mer, le CRDPM offre déjà des services d'analyses: analyses micro-biologiques sur les coliformes fécaux, l'E.Coli, les staphylocoques aureus, la salmonella et le listeria monocytogène; analyses chimiques portant sur la qualité des eaux employées et rejetées, le contenu en gras, les cendres, les protéines, les additifs interdits ou non-mentionnés, la teneur en sel, l'histamine, la toxine des crustacés et des mollusques.

Le Centre de recherche des produits marins inc. a une ambition simple : organiser le partenariat au service de l'industrie des Pêches.

COMMANDITE

L'EXPOSITION COMMERCIALE DE RETOUR À TRACADIE-SHEILA

La 6e Exposition commerciale et industrielle de la Péninsule acadienne était présentée au complexe S.A. Dionne de Tracadie-Sheila en mai 1991. Pour accueillir un plus grand nombre d'exposants, le Club de Curling de l'endroit a également utilisé. Cette Exposition, présentée par les Expositions Thériault Inc., s'inscrit dans le cadre de la campagne "Achetons Péninsule". La C.E.E.P. a fait la location de deux kiosques et permettait ainsi à Cormier Ornements de Beresford, Thermopak et Artech Verre et Design de présenter leurs produits aux quelque 5 000 visiteurs qui ont assisté à l'Exposition au cours de la fin de semaine. Aussi, la Commission était responsable du Salon des exposants et participait également aux activités d'ouvertures.

Fabricants d'armoires présents à l'Exposition commerciale

PROFIL

ROY CONSULTANTS

UNE PRÉSENCE ACTIVE, UN SAVOIR-FAIRE PERFORMANT

Roy Consultants est heureux d'être l'un des partenaires impliqués dans le développement économique de la Péninsule acadienne.

"Au cours des ans, nous avons travaillé au développement de l'infrastructure industrielle et municipale par l'entremise de notre expertise dans l'élaboration des systèmes d'eau et d'égouts, les usines d'épuration des eaux usées et le développement des parcs industriels.

Roy Consultants est aussi très impliqué dans les dossiers régionaux de la gestion des déchets solides (Cogeco) et du tracé de la future route 11.

Roy Consultants est doté d'une équipe dynamique bénéficiant de la toute dernière technologie. Elle est capable d'apporter des solutions novatrices aux problèmes soulevés par vos projets d'ingénierie.

Jean-Jacques Roy et Raymond Landry

COMMANDITE

C.E.E.P. participation

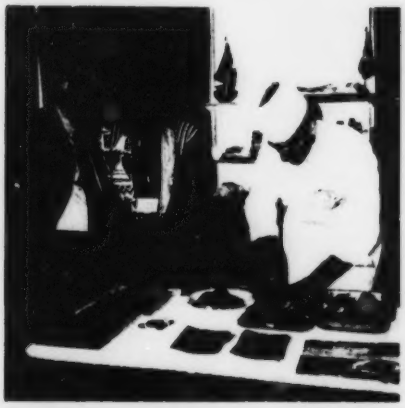
La C.E.E.P. est membre de nombreux comités et organismes qui lui permettent de poursuivre des objectifs et priorités. Cette participation offre la possibilité à nos représentants de faire valoir les besoins de la région.

Parmi les organismes auxquels la C.E.E.P. a participé très activement au cours de la dernière année, notons l'Association des commissaires industriels du Nouveau-Brunswick qui regroupe les employés cadres des commissions de développement, le Comité d'orientation de la Conférence socio-économique de la Péninsule acadienne, le Conseil d'administration de la Société d'aide à l'entreprise, le Conseil économique du Nouveau-Brunswick ainsi que le Conseil de développement du Nouveau-Brunswick

VISITE ÉCONOMIQUE DE LA PÉNINSULE

Le vendredi 12 juillet, une visite guidée de la Péninsule acadienne était organisée pour les représentants municipaux de même que pour les administrateurs de la Commission. En autobus, les gens ont eu l'occasion de parcourir la Péninsule au complet et ainsi se renseigner sur les entreprises de la région. Cette activité fut des plus appréciée et on a fortement suggéré aux employés de la C.E.E.P. de représenter l'activité au cours des prochaines années.

PARTICIPATION AU BOSTON SEAFOOD SHOW



Le ministre des Pêches et de l'Aquaculture, Camille Thériault, une hôtesse et le Chef Richard Chiasson

En mars dernier, l'agent de développement de la Commission se joignait à un groupe qui s'est rendu à Boston pour visiter la plus imposante exposition sur les produits de la mer au niveau mondial, le Boston Seafood Show. La C.E.E.P. défrayait également les frais pour quatre entrepreneurs de la région.

PROFIL

LES PRODUITS DE MER DU GOULET LTÉE

UNE LONGUE TRADITION D'ENTREPRENEURS EN PÊCHES

Olivier transformait le homard. En Gaspésie, Émile a développé la pêche aux coques. Basile a lancé le crabe des neiges. Il s'active au projet-pilote de pêche de la palourde auquel son fils Rémi donnerait de l'expansion.

Derrière "Les produits de mer du Goulet Ltée", il y a donc quatre générations de Roussel, des hommes entreprenants pour qui la richesse se trouve d'abord au fond des mers.

Il y a quatre générations d'hommes qui ont passé leur temps à valoriser cette richesse. Ils vont de l'avant: Rémi cherche à étendre ses marchés en Europe et aux États-Unis; pour améliorer ses capacités de congélation, Basile vient d'acheter une quatrième usine à Shippagan. Avec Petit-Pokemouche et LeGoulet, cela fait quatre.

Dernièrement, Basile devenait tout naturellement, le président du Centre de développement des produits marins inc..

Derrière "Les produits de mer du Goulet Ltée", il y a beaucoup de force et d'imagination pour que la richesse de la mer soit bien utilisée.

Les frères Roussel : Émil Basile; Clarence; Syl Wilbert et Clovis.

TOURNOI DE GOLF ANNUEL

En collaboration avec le Conseil économique du Nouveau-Brunswick, la C.E.E.P. présentait, au début du mois d'août, son tournoi de golf annuel. Cette activité, présentée au Club de Pokemouche, a attiré plus de 170 participants. Les gagnants sont dans l'ordre, Donald Boudreau, Onil Thériault, Mona Cormier, François Pitre, Jean Nadeau, Anna Savoie et Gilles Landry.

PROFIL

SOCIÉTÉ D'AIDE À L'ENTREPRISE

SAE

Depuis son entrée en opérations en 1988, la Société d'aide à l'entreprise (S.A.E.) a travaillé à plus de 1000 projets de maintien, de développement ou de créations d'entreprise dans la Péninsule acadienne.

Sa mission est de stimuler l'emploi en apportant une aide technique et financière aux entrepreneurs.

En 1991-1992, elle a prêté environ 850 000 $ à des entreprises de la région. Grâce à cette aide financière et à son aide technique, les entrepreneurs de la Péninsule ont pu emprunter plus de 1,6 millions de dollars auprès d'autres institutions financières pour mener à bien leurs projets.

Comme toute entreprise, la S.A.E. cherche à maximiser le rendement de ses interventions. Elle cherche donc avant tout, la création et le maintien d'emplois durables.

Elle est prête à vous aider à prendre des risques pour cela.

Paulette Robert, directrice générale, Annette Landry, secrétaire et Claude Chartier, analyste de projets

Losier, Doiron et Larocque
Comptables Généraux Licenciés - Certified General Accountants

C.P. 936, Tracadie N.-B. E0C 2B0
Téléphone : 395-3359 - Télécopieur : 395-6887

Lorenzo Losier, C.G.A.
Clorice Doiron, C.G.A.
Jean-Claude Larocque, C.G.A.
Louis Benoit, C.G.A.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux administrateurs,

Commission d'expansion économique de la Péninsule Inc.

Nous avons vérifié le bilan de la Commission d'expansion économique de la Péninsule Inc. au 31 mars 1992, les états des revenus et dépenses et l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification de ces états financiers a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que notre vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend les contrôles par sondage des preuves à l'appui des montants et des informations présentés dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous les égards importants, la situation financière de la société au 31 mars 1992 et les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Tracadie, Nouveau-Brunswick
Le 22 avril 1992

Comptables Généraux Licenciés

Bilan (au 31 mars 1992)

ACTIF

FONDS D'EXPLOITATION		
Court terme		
Encaisse		3 788 $
Comptes à recevoir		1 898
		5 686 $
FONDS D'IMMOBILISATION		
Court terme		
Encaisse	9 151	
Comptes à recevoir	1 851	11 002 $
Immobilisations - au coût		
Terrains et Parcs industriels (note 2)	779 326	
Équipement de bureau	70 896	850 222
Autres		
Hypothèque à recevoir	16 000	
Billet à recevoir	923	16 923
		878 147 $

PASSIF ET SURPLUS

FONDS D'EXPLOITATION	
Court terme	
Comptes à payer	3 995 $
Surplus	
Solde - début de l'exercice	(7 162)
Excédent des revenus sur les dépenses	8 853
Solde - fin de l'exercice	1 691
	5 686
FONDS D'IMMOBILISATIONS	
Court terme	
Taxes à payer	1 200
Surplus	
Investissement dans les immobilisations :	
Solde - début de l'exercice	795 601
Intérêt	623
Contribution du fonds d'exploitation	11 066
Contribution - A.P.E.C.A.	43 536
Contribution - Province du Nouveau-Brunswick	26 121
Solde - fin de l'exercice	876 947 $
	878 147 $

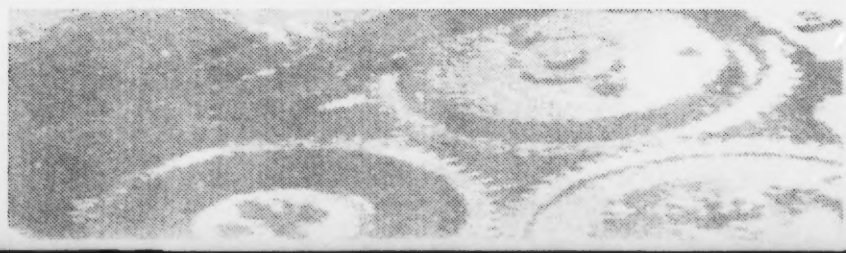
État des revenus et dépenses
fonds d'exploitation

REVENUS

Province du Nouveau-Brunswick	132 844 $
Contribution des municipalités	48 393
Loyer	14 849
Contribution de la Société d'aménagement régional	7 500
Intérêts	3 094
Divers	8 245
	214 925

DÉPENSES

Salaires et bénéfices	114 201
Loyer	18 436
Assurance	486
Dépenses de bureau	9 358
Timbres	3 105
Téléphone	5 606
Entretien et achats d'équipement	11 663
Dépenses de voyage	19 328
Publicité et promotion	10 890
Cotisations, souscriptions et séminaires	7 981
Services professionnels	2 452
Assembléee et rapport annuel	2 566
	206 072 $
Excédent des revenus sur les dépenses	**8 853 $**



État des revenus et dépenses
fonds d'immobilisations

FINANCEMENT		
Vente de terrains - Parc Industriel de Tracadie	8 720 $	
Contribution du fonds d'exploitation	11 066	
Contribution - A.P.E.C.A.	43 536	
Contribution - Province du Nouveau-Brunswick	26 121	
Billet à recevoir	132	
Intérêt	623	
		90 198 $
INVESTISSEMENT		
Frais légaux	1 332	
Taxes	3 913	
Dépenses - Parc industriel de Tracadie	88 557	
Dépenses - Parc industriel de Shippagan	2 272	
Dépenses - Parc industriel de Bas-Caraquet	1 035	
Dépenses - Parc industriel de Caraquet	1 035	
Équipement	11 066	
Comptes à recevoir	1 851	
		111 061 $
DIMINUTION DE L'ENCAISSE		(20 863)
ENCAISSE - DÉBUT DE L'EXERCICE		30 014
ENCAISSE - FIN DE L'EXERCICE		9 151 $

PROJET SPÉCIAL

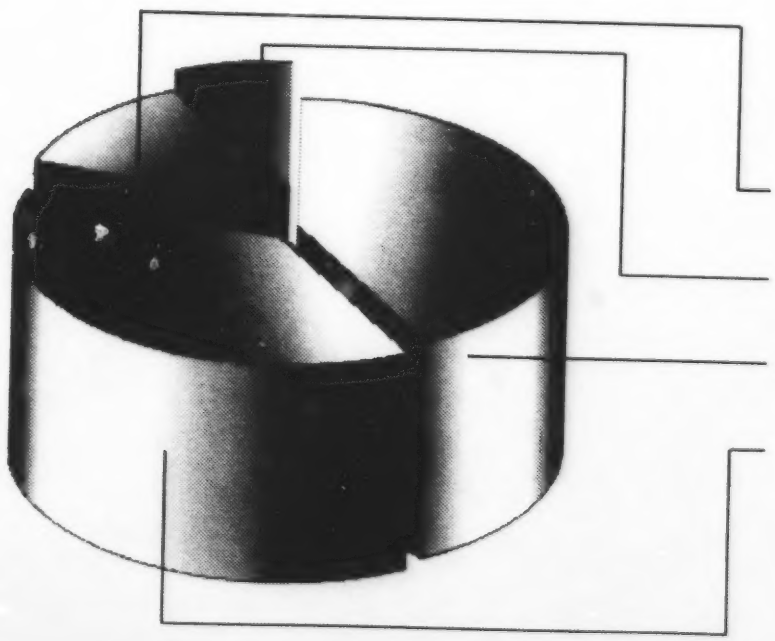
Agence de promotion économique du Canada atlantique

État des revenus et dépenses

REVENUS		
Octroi		150 000 $
DÉPENSES		
Salaires et bénéfices	53 259	
Frais de consultation	25 631	
Déplacement	5 911	
Visites industrielles	8 167	
Formation	2 000	
Profils d'entreprises	8 581	
Promotion et exposition commerciale	11 931	
Jeunes entreprises	9 000	
Capital d'entreprises étudiantes	3 000	
Conférence socio-économique	2 028	
Téléphone	1 115	
Séminaires	4 391	
Association touristique de la Péninsule acadienne	4 885	
Association des commissaires industriels	3 300	
Semaine P.M.E. et banquet	7 410	
Publications	488	
Rencontre économique	4 266	
Tournoi de golf	3 746	
Frais de vérification	1 300	
		160 409 $
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS		(10 409)
SURPLUS - DÉBUT DE L'EXERCICE		14 479
SURPLUS - FIN DE L'EXERCICE		4 070 $
REPRÉSENTÉ PAR :		
Encaisse	28 542 $	
T.P.S. à recevoir	317	
Comptes à payer	(24 789)	
		4 070 $

Budget de fonctionnement pour l'année financière 1992-1993

REVENUS	C.E.E.P.	A.P.E.C.A.	TOTAL
Province du Nouveau-Brunswick	140 000 $		140 000 $
10 municipalités	49 573		49 573
Autres revenus	26 660		26 660
A.P.E.C.A.		154 070	154 070
Total des revenus	216 233	154 070	370 303
DÉPENSES			
Salaires et bénéfices	120 652	53 813	174 465
Loyer	25 745		25 745
Secrétariat	15 500		15 500
Téléphone	7 000	1 800	8 800
Déplacements	19 900	6 000	25 900
Promotion et publicité entrepreneuriale	14 436	34 500	48 936
Services professionnels	4 500	20 000	24 500
Achat d'équipement	3 000	12 000	15 000
Formation	2 000		2 000
Rapport annuel	2 500		2 500
Divers	1 000	25 957	26 957
Total des dépenses	216 233 $	154 070 $	370 303 $
Surplus (déficit)	0	0	0



RÉPARTITION DU BUDGET 1992-1993

13,4% **10 municipalités**

7,2% **Autres revenus**

41,6% **Apeca**

37,8% **Province du N.-B.**

LES PRÉSIDENTS

1988-1992

Onil Thériault

1986-1988

Germain Blanchard

1983-1986

Jean-Charles Chiasson

1982-1983

Gérard LaPlante

1980-1982

Gabriel Paulin

1978-1980

Edmond E. Landry

1977-1978

Réginald Basque

1975-1977

Fernand Lanteigne

1973-1975

Jean Chiasson

LES MUNICIPALITÉS MEMBRES DE LA C.E.E.P.

	~~Ste-Marie-St-Raphael 1986~~	
Maisonnette 1986-1987		
St-Léolin 1980-1983		
	Lamèque 1978	Sheila 1978
Bertrand 1976		Néguac 1978
Paquetville 1974		
Grande-Anse 1974		
Bas-Caraquet 1974		
Caraquet 1972	Shippagan 1972	Tracadie 1972
	Fondation de la C.E.E.P. 1972	

Depuis sa fondation plusieurs municipalités ont participé au fonctionnement de la Commission. Le village de St-Léolin a participé à son budget d'opération de 1980 à 1983 et s'est retiré pour des raisons financières. Le village de Maisonnette, lui, a participé pendant une année seulement et s'est retiré pour les mêmes raisons.

Aujourd'hui la C.E.E.P. compte sur le support de 10 municipalités et prévoit que les quatre municipalités non-membres, soit Le Goulet, Maisonnette, St-Isidore et St-Léolin trouveront les fonds nécessaires pour se joindre aux autres municipalités de la Péninsule dans un avenir rapproché.

DEPUIS VINGT ANS

Depuis les vingt dernières années, que d'événements se sont produits: tant sur la scène économique, sociale que politique. Voici un historique chronologique de quelques faits marquants des deux dernières décennies.

1972

Naissance de la Commission d'expansion économique de la Péninsule avec trois municipalités participantes: Caraquet, Shippagan, Tracadie.

Révision et évaluation de l'entente FODER (Fonds pour le développement économique rural) pour le Nord-Est qui est prolongée de cinq ans: 89 millions de $ sont ajoutés aux 67 millions de $ déjà engagés.

1973

La Commission débute ses activités en janvier 1973 avec trois municipalités participantes.

1974

Parc industriel de Caraquet: 25 acres de terre sont achetés

Une Entente-cadre de développement (ECD) est signée entre Ottawa et Fredericton. Plus d'une vingtaine d'ententes auxiliaires, pour la plupart sectorielles, découleront de cette entente-cadre.

1975

La C.E.E.P. compte six municipalités sur son Conseil qui est composé de 18 membres.

Durant l'année fiscale 1975-76, l'aide technique et financière par l'entremise de l'Entente Foder permet de développer des sites industriels et plusieurs études majeures sur le développement économique de la région ont été aussi financées à partir de cette étude.

La C.E.E.P. a également contribué à la négociation d'une nouvelle entente sur le développement du Nord-Est.

La Commission publie la première brochure "Faits" et une polyvalente locale demande de s'en servir pour ses classes d'histoire au niveau préuniversitaire.

Péninsule

Les engagements de la C.E.E.P. se résumaient principalement à cinq possibilités majeures de développement régional:

les routes: une demande est faite pour la réfection majeure de la Route 11 de Newcastle à Bathurst en passant par Tracadie-Caraquet-Grande-Anse.

• le port de Bas-Caraquet: une étude est faite au coût de 55 000$ concernant la construction de nouveaux navires et la réparation de la flotte de pêche dans le port de Bas-Caraquet.

• le développement des tourbières: un mémoire de la C.E.E.P. est présenté sur l'établissement d'une organisation visant au développement de la tourbe.

• les parcs industriels: à Caraquet, acquisition de l'usine de traitement des eaux et achat de tous les terrains du Parc.

• la relocalisation des rails du CN à Tracadie

Terrains achetés pour l'Aéroport (221 arpents) sous l'Entente FODER au prix total de 90 823$. Coût de construction de la piste et un stationnement estimé à 191 300$. Caraquet, Shippagan et Tracadie payent la somme de 30 000$, octroi de 65 000$ sous le programme d'assistance aux aéroports et la C.E.E.P. 26 000$ par l'entremise du programme P.I.L.

Avec l'étroite coopération des administrateurs du Collège Jésus-Marie, du conseil de ville de Shippagan et de la C.E.E.P., le futur du Collège est assuré et devient un campus de l'Université de Moncton.

Entreprises

Les projets majeurs soumis par les entrepreneurs locaux et autres intervenants: aéroport; usine de transformation de poissons - Allard Benoît; usine de poissons Edmond McGraw; Collège de Shippagan; Motel Réginald Cormier, Grande-Anse; usine de poissons L.& L. Gauthier, Centre d'achats Roussel; Produits Jiffy, 28 applications acceptées par le ministère fédéral de l'Expansion Économique Régional (MEER) pour un

LES FONDATEURS

Camille Losier

Jean Chiasson

Lorenzo Morais

La Commission a choisi d'avoir ses bureaux à Tracadie suite à la demande du maire de l'époque, Camille Losier, qui a convaincu les deux autres maires, soit Jean Chiasson de Shippagan et Lorenzo Morais de Caraquet.

Le maire Losier a utilisé comme argument que Caraquet avait en plus de plusieurs usines, l'École des Pêches et que Shippagan avait, elle aussi, une forte concentration d'usines, tandis qu'à Tracadie on avait aucune usine et aucun bureau gouvernemental. Messieurs Chiasson et Morais ont été d'accord avec leur conseils pour que le siège social de la C.E.E.P. soit Tracadie.

montant de 6 106 383$. Emplois créés: 833. Vingt-cinq applications approuvées pour les petites industries dans le Nord-Est sous le programme N.E.D. et approuvés par la Commission de finances du N.-B. pour la somme de 2 346 831$ créent 172 emplois. Fafard a reçu 207 095$ du MEER et l'Association coopérative des Pêcheurs de l'Ile a reçu 1 360 000$ de la Commission des Finances du N.-B. et les Produits Belle-Baie 276 000$.

A Shippagan, Jiffy Products a reçu 1 171 626$ du MEER. L'achat de 300 000 pieds carrés de terrains est conclu. Construction de l'usine complétée, machinerie et équipements en train d'être installés. La compagnie prévoit débuter ses opérations à l'automne 1976.
Ouverture d'une nouvelle succursale de la B.N.E. à Tracadie, le 1er décembre 1975.

En octobre, l'évêché de Bathurst adresse une lettre aux Premiers ministres P.E. Trudeau et Richard Hatfield dans laquelle il incite fortement les gouvernements à agir afin d'atténuer la piètre situation économique et sociale du Nord-Est.

1976

Le nombre de municipalités participantes passe à 8 avec la participation de Bertrand et de Néguac.
En plus des projets entrepris antérieurement, on ajoute le développement de l'industrie ostréicole dans la Baie de Caraquet.

La Péninsule

Système routier: des ententes subsidiaires pour 12,77 millions de $ permettent :

- Construction de nouveaux ponts à Pokemouche et Inkerman.
- Amélioration de 5.6 milles de route au nord de Tracadie
- Amélioration de 30 milles de route entre Allardville et Losier Settlement
- Déviation et pavage de 13.2 milles à Grande-Anse

Les trois villes de Caraquet, Shippagan et Tracadie sont propriétaires de tous les avoirs de l'Aéroport et l'administration est faite par la Commission.

La C.E.E.P. est devenue l'agent administrateur des quatre parcs industriels de la région, soit Caraquet, Bas-Caraquet, Shippagan et Tracadie. Elle gère 250 acres de terrain industriel. Environ 690 000$ ont été dépensés pour l'achat des terrains et les études de développement.

Entreprises

Prêts non-remboursables aux entreprises au montant de 274 806$ et garanties de prêt de 1 085 000$. Grande-Anse Beverage reçoit un prêt direct de 150 000$.

Des certificats de mérite ont été donnés à 26 maisons d'affaires et industries qui avaient contribué au développement économique de notre région dans les 3 dernières années.

1977

En 1977-78, 22 personnes d'affaires font partie du Conseil d'administration de la Commission.

La C.E.E.P. a été l'hôte de trois rencontres et semaines d'information, soit "Entreprise 77" du ministère de l'Industrie et du Commerce, le séminaire de la B.F.D. et celui de l'Institut de Memramcook avec plusieurs ministères du gouvernement.

Au 31 mars 1977, les immobilisations de la C.E.E.P. quant aux terrains et parcs industriels se chiffrent à 165 585$. En 1977-78, le budget de la Commission est de 96 965$.

PROFIL

ST-ISIDORE ASPHALTE

PRÉPARER SON AVENIR

"Le pire danger pour une entreprise comme la nôtre est de négliger la préparation de son avenir", explique Richard Losier, le président de St-Isidore Asphalte. Il y veille donc soigneusement.
En vingt ans, St-Isidore Asphalte a connu une extraordinaire croissance en se dotant rapidement du matériel le plus moderne lui assurant la meilleure compétitivité.
St-Isidore Asphalte mélange aussi l'expérience des plus anciens et l'audace des plus jeunes. "Cela a été rentable". L'entreprise n'hésite pas devant des dépenses de recyclage: "il faut toujours être prêts pour l'avenir".
Il y a vingt ans St-Isidore Asphalte était un hobby pour ses quatre propriétaires. Elle représente aujourd'hui des centaines emplois et quelques millions en chiffre d'affaires.

Le résultat d'un investissement perpétuel en l'avenir.

COMMANDITE

[redacted]

La Péninsule

L'inventaire des ressources en tourbe de la Péninsule a été complété. Un montant de 240 000$ a été déboursé pour des études sur le développement des tourbières. L'argent provient de l'Entente provinciale/fédérale des minéraux et de l'Entente du Nord-Est.

Déjà en 1977, on parle de centre industriel (mail). Une étude faite par le ministère du Commerce et Développement recommande le besoin de facilités manufacturières pour le Nord-Est de la province. Cette politique encouragerait les développeurs privés à fournir ces facilités dans nos parcs industriels sur une base de location.

De l'argent est obtenu pour le développement portuaire de Bas-Caraquet en vertu de l'Entente auxiliaire Canada/N.-B. pour le Nord-Est.

Une étude au coût de 20 000$ est demandée en vue de planifier la phase initiale de développement du Parc industriel de Bas-Caraquet.

Entreprises

Un terrain de 2.996 acres dans le Parc industriel de Shippagan est vendu à Jiffy Products. Il servira à la construction de la nouvelle usine de la Jiffy. Trente-cinq nouveaux emplois doivent être créés.

Signature en juin de l'entente auxiliaire sur le Nord-Est représentant 95,5 millions de dollars en cinq ans.

1978

En 1978-79, les municipalités de Lamèque et Sheila se joignent à la Commission. Vingt-six personnes font maintenant partie du Conseil. Le 1er décembre 1978, Roland J. Cormier devient le 2e commissaire à la C.E.E.P. remplaçant Saad Ghaneq.

Le budget de la Commission se chiffre à 106 703$.

Péninsule

La première phase de l'Aéroport de la Péninsule est complétée avec la construction d'une piste de 3 000 pieds et une route d'accès. La Commission a obtenu des fonds pour la construction d'un terminal à l'Aéroport et elle devrait débuter dans les prochaines années.

La 1ère phase du Port de Bas-Caraquet débute avec un budget de 1,2 millions de dollars. Ce contrat est octroyé à A.C. Landry & Fils de Caraquet.

Le projet de relocalisation des rails est approuvé par la Commission canadienne des Transports. Le projet doit débuter en juin et être complété à la fin de 1979.

L'aménagement d'un système de drainage et d'une route pour la Phase I du Parc industriel de Tracadie est amorcé. Une première industrie manufacturière s'installe dans le Parc industriel.

Entreprises

Un montant de 631 681$ est alloué à des compagnies de la région sous le programme R.D.I.A. du MEER.

Sous le "Small Business Assistance Program" un montant de 167 489$ est donné aux petites entreprises et un montant de 199 637$ est alloué sous le programme "Tourisme".

PROFIL

CENTRE UNIVERSITAIRE DE SHIPPAGAN

VOTRE CENTRE D'EXCELLENCE EN ÉDUCATION

Une trop grande proportion d'emplois saisonniers trop peu qualifiés, pas assez d'emplois dans les services... la Péninsule acadienne dispose avec le Centre universitaire de Shippagan (CUS), d'un outil solide pour remédier à cela.

Le C.U.S. compte plus de 375 étudiants réguliers mais il en forme le double par ses cours à l'éducation permanente.

Le C.U.S. représente 183 emplois permanents et des retombées directes de 11.5 millions $ par an dans la région de Shippagan en dépenses de ses étudiants, des professeurs et de tous ceux qui leur rendent visite.

Le C.U.S. organise l'interaction entre les entreprises et l'université. Il a donné naissance à des centres de recherche et de développement dans la tourbe, les produits de la mer et l'aquaculture.

L'avenir économique de la Péninsule passe par l'excellence en éducation et c'est là la mission du Centre universitaire de Shippagan.

[redacted]

1979

Le village de St-Léolin s'est joint à la Commission. Le nombre de municipalités participantes est maintenant de 11. Le nombre de personnes siégeant sur le Conseil d'administration est de 28. Le budget de la Commission se chiffre à 109 072$.

Péninsule

La C.E.E.P. s'objecte à l'imposition d'une zone de pêches par le Québec.

Des représentations sont faites auprès du gouvernement provincial afin que ce dernier considère la décentralisation de certains bureaux provinciaux dans la Péninsule acadienne.

Des représentations sont également effectuées auprès du gouvernement fédéral afin que le projet de creusement de la rivière Miramichi ne soit entrepris avant qu'une étude écologique détaillée soit complétée.

Au cours de l'année, le développement du système routier ainsi que le développement des ports de mer de la Péninsule font l'objet de préoccupations et de représentations auprès des hauts niveaux de gouvernement de la part du bureau de direction.

Côté tourisme, la C.E.E.P. encouragera et parrainera la mise sur pied d'une association touristique pour la Péninsule acadienne.

Une étude d'aménagement du Parc industriel de Lamèque est entreprise et complétée. Une demande est adressée au ministère du Commerce et du Développement pour transférer les terrains à la C.E.E.P.

Le projet de relocalisation des rails à Tracadie est maintenant complété.

L'aménagement de la 1ère phase du brise-lames de Bas-Caraquet est complété et un budget de 360 000$ est affecté à des améliorations au Port de Shippagan.

Entreprises

Durant la fin des années '70, la Péninsule acadienne est devenue la 4e en importance parmi les 10 régions de la province en terme du nombre d'entreprises manufacturières ainsi qu'en terme du nombre d'emplois manufacturiers. En 1979, 35% de l'accroissement d'entreprises manufacturières dans la Province a eu lieu dans le comté de Gloucester. La firme Channel Fabrics s'installe dans l'ancien édifice de Cirtex, à l'intérieur du Parc industriel de Caraquet. Elle compte plus de 100 emplois manufacturiers.

1980

En 1980-81, le nombre de membres formant le Conseil d'administration est réduit de 28 à 14. Les règlements administratifs sont entièrement révisés suite aux recommandations d'un Comité ad hoc présidé par Wilfrid Pelletier. Le changement le plus important est la réduction du nombre de représentants de 4 à 2 pour les villes et de deux à un pour les villages.

Le budget de la Commission se chiffre à 112 137$.

Péninsule

Au cours de la dernière année, 400 000$ ont été dirigés vers le développement de la 1ère phase du Parc industriel maritime de Bas-Caraquet.

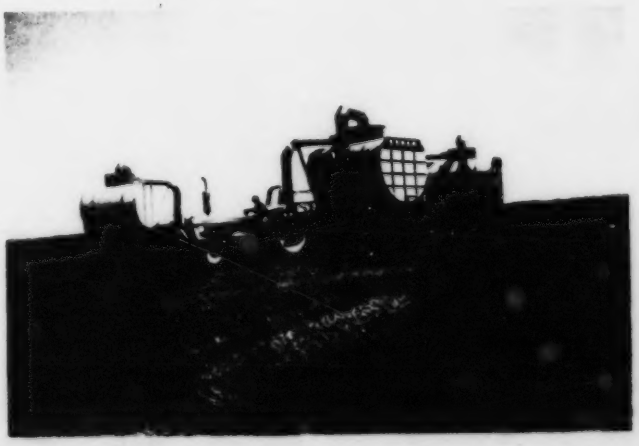
Au mois de juillet 1980, la Commission a soumis une demande d'établissement d'un mail industriel pour la Péninsule acadienne. Cette demande avait pour but de faciliter la mise en opération de nouvelles petites entreprises

PROFIL

LA MOUSSE ACADIENNE

PREMIÈRE COMPAGNIE ACADIENNE

Fondée en 1965 par Elphège Chiasson, la Mousse Acadienne Ltée exploitait une tourbière de façon très artisanale jusqu'en 1967, l'année où elle devenait la première compagnie de la Péninsule acadienne à mécaniser sa récolte de sphaigne.
Elle fut encore la première à exporter de la tourbe au Japon en 1972, lorsque vint le moment de trouver de nouveaux marchés pour ses produits. La construction d'une usine de traitement de la tourbe, l'acquisition de trois autres tourbières font que les opérations d'exportation de la Mousse Acadienne (1979) Ltée couvrent maintenant les marchés américains, japonais, européens et australiens.
Employant plus de 125 personnes sur une base saisonnière en plus des vingt employés permanents, la Mousse Acadienne (1979) Ltée démontre un réel esprit de leadership en gardant le premier rang parmi les entreprises de mise en marché de la tourbe.



COMMANDITE

manufacturières en leur offrant un bâtiment avec un loyer en partie subventionné. Nous osons croire qu'après avoir considéré cette demande depuis déjà un an, une réponse favorable du ministère du Commerce et du Développement nous parviendra sous peu!

En 1980, les constructions immobilières à l'intérieur des municipalités incorporées totalisaient 17 326 613$.

C'est au Centre universitaire de Shippagan, du 12 au 15 septembre 1982, que doit se tenir le Symposium national sur la tourbe.

Entreprises

Dix-huit sociétés manufacturières ont reçu des subventions, soit pour des expansions ou pour l'établissement de nouvelles entreprises. Ce montant se chiffre à 700 000$ et a créé 117 nouveaux emplois manufacturiers.

1981

Un comité provisoire de l'Association touristique de la Péninsule acadienne est créé le 28 novembre 1981.

Suite aux interventions de la C.E.E.P., la principale priorité en matière de transport, c'est-à-dire l'extension de la route d'accès de Bathurst à Janeville, a reçu l'appui des représentants élus de la Péninsule et le ministère des Transports s'est engagé à amorcer la planification de cette route au cours de l'année.

1982

St-Léolin se retire de la C.E.E.P. pour un an pour des raisons financières.

En septembre, la C.E.E.P. retient les services de Murillo Violette au poste de directeur des opérations.

Les contributions financières versées directement à la C.E.E.P. par les agences gouvernementales sont de l'ordre de 383 492$ incluant 103 200$ pour le budget d'opération de la Commission.

Le 19 octobre 1982, la C.E.E.P. célèbre son 10e anniversaire d'incorporation et à cette occasion, remet six certificats de mérite à six individus pour avoir contribué de façon significative au développement économique de la Péninsule acadienne.

Les revenus sont de 124 409$ au cours de l'exercice financier.

Péninsule

En septembre, se tient le Symposium national de tourbe au Centre universitaire de Shippagan. Par la suite, une association des producteurs de tourbe est formée.

Une secrétaire est embauchée pour l'A.T.P.A. et travaille à partir des bureaux de la Commission suite à une contribution financière du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Grâce à des subventions de Transports Canada totalisant 162 000$, des services additionnels sont aménagés à l'Aéroport; entre autres, un "beacon" directionnel, une station météo et une radio ainsi qu'un 2e hangar. Une subvention additionnelle en 1983 doit permettre l'aménagement d'un service d'éclairage de la piste.

Au cours de l'année, la C.E.E.P. fait la vente de 5.5 acres de terrain dans les parcs industriels.

La C.E.E.P. est impliquée dans l'asphaltage de la rue Industrielle et la construction du chemin d'accès au Centre de service maritime dans le Parc industriel de Bas-Caraquet.

PROFIL

AQUARIUM ET CENTRE MARIN

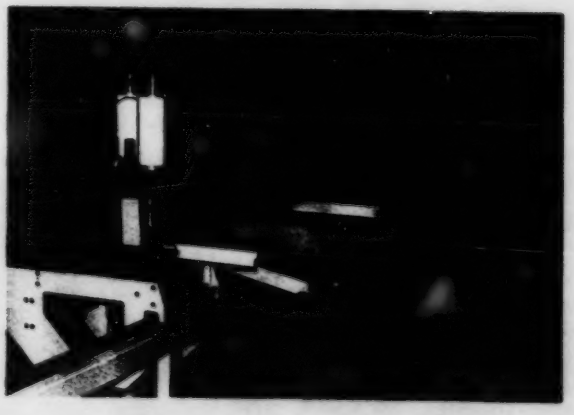
UN CENTRE DE DÉCOUVERTES

L'Aquarium et Centre marin de Shippagan fête cette année son dixième anniversaire. Ouvert en 1982 pour doter la région d'une attraction touristique unique en son genre, elle est aussi devenue depuis, un centre d'éducation et de recherche en biologie marine.

Les touristes et les gens de la région peuvent aussi bénéficier des services du Pavillon aquatique où ils retrouvent un excellent restaurant et une boutique d'artisanat et de souvenirs.

Pour ce dixième anniversaire, l'Aquarium et Centre marin offre une gamme d'activités intéressantes, entre autres, deux expositions d'artistes de la Péninsule acadienne et des brunchs à tous les dimanches au Pavillon aquatique.

Nous sommes heureux de profiter de votre vingtième anniversaire pour souligner l'importance du travail fait par notre Commission d'expansion économique dans le passé, mais surtout nous lui offrons notre appui face aux défis importants que devra relever la Péninsule acadienne au cours des prochaines années afin de bien positionner nos gens pour l'an 2000.



COMMANDITE

En 1982, la pêche a connu une bonne année, la valeur de ses débarquements atteint 36,1 millions de dollars, soit 53,6% des prises de toute la province.

Les ministères de l'Agriculture des deux paliers de gouvernement ont aussi accordé des octrois sous différents programmes au montant de 2 217 520$ au Nord-Est. Les secteurs les plus touchés par ces investissements dans la Péninsule acadienne sont l'industrie laitière et l'industrie des bleuets.

Pêches et Océans Canada a investi près de 500 000$ dans la Péninsule acadienne dans le cadre de projets de développement industriel en plus de différents programmes de création d'emplois pour un montant de 164 728$.

Quant au ministère des Pêches du N.-B., il dépense au-delà de 11 000 000$ pour des prêts et octrois pour la construction, réparation, transfert, achat d'équipement, recherches et autres dans la Péninsule acadienne au cours du dernier exercice financier.

En 1982, la production de tourbe en unités de 6 pieds cubes atteint 3,4 millions, dont 94% proviennent de la Péninsule acadienne.

Entreprises

L'Entente fédérale/provinciale sur le Nord-Est a accordé des subventions de 32 500$ à Jiffy Products pour une voie de services de rail et 65 269$ pour l'amélioration des rues du Parc industriel de Bas-Caraquet.

Trois subventions totalisant 1 499 056$ en vertu de la Loi sur le développement régional sont accordées à l'Association coopérative des Pêcheurs de l'Ile, Atlantic Blueberry Farm et Jiffy Products Ltd. créant ainsi 77 emplois.

Quinze entreprises ont participé à des expositions en Europe, aux États-Unis et au Japon. La B.F.D. a aussi accordé 12 prêts aux entrepreneurs de la Péninsule acadienne pour une valeur de 988 500$.

Depuis le 1er avril 1982, le MEER a versé 6 644 170$ à des entreprises privées en vertu de l'Entente auxiliaire du Nord-Est du N.-B. Ces investissements étaient financés à 75% par le fédéral. Parmi les secteurs touchés, mentionnons le V.H.A., le développement d'érablières, la sylviculture sur les terrains privés, le secteur touristique, l'industrie artisanale, construction de centres de services maritimes à Shippagan et Bas-Caraquet (5 M$), secteurs agricoles et alimentaires ainsi que les services informatiques.

Au cours de l'année, 14 sociétés manufacturières reçoivent des subventions de l'ordre de 1,8 millions de dollars permettant la création de plus de 160 nouveaux emplois manufacturiers.

Les emplois manufacturiers dans les industries de la Péninsule acadienne se chiffraient à 6 888 en 1982, soit une augmentation de 3% par rapport à l'année précédente.

Des octrois sous le programme d'aide à la petite entreprise ont été donnés à 11 entreprises manufacturières pour un montant de 267 520$ et ont eu pour résultat la création de 86 nouveaux emplois.

Les chiffres du recensement de 1981 sont publiés: la population de la Péninsule acadienne se chiffrait à 56 540.

$ En mars, l'entreprise de pâtes et papiers de Bathurst reçoit 24,5 millions $ selon l'Entente auxiliaire sur la modernisation de l'usine de la Consolidated Bathurst Inc, à Bathurst.

PROFIL

MENUISERIE BASQUE ET FILS LTÉE

SPÉCIALISTES DES PORTES ET FENÊTRES

En opération depuis 1855, la Menuiserie Basque et Fils est une des plus anciennes compagnies de fabrication de la Péninsule acadienne.

Depuis 1979, c'est monsieur Aldéric Basque, le quatrième de la génération, qui dirige cette entreprise dynamique de plus de 15 100 pieds carrés. Spécialisée en fabrication de fenêtres en PVC, les opérations de Menuiserie Basque et Fils Ltée connaissent un succès toujours croissant.

"Nous avons toujours investi dans la modernisation de nos opérations car la compétition est féroce dans le domaine de la fabrication de fenêtres" déclare Aldéric.

"Notre entreprise à connu un essor en 1968 lorsque nous avons répondu à la demande des gens pour des fenêtres coulissantes. Depuis, l'on a su que le secret de la réussite c'est de pouvoir diversifier sa production afin de répondre aux attentes des gens."

COMMANDITE

1983

Le budget d'exploitation de la C.E.E.P. pour 1984-85 est de 153 160$.

Péninsule

Les principaux projets qui suscitent l'intervention de la C.E.E.P.:

- Projet de création d'un quotidien francophone à Caraquet (L'Acadie Nouvelle)
- Réforme gouvernementale qui voudrait que la Péninsule acadienne soit désignée comme région administrative
- Objection auprès de la C.C.T. concernant projet du CN d'abandonner le service de chemin de fer dans la Péninsule acadienne
- Projet de l'Université de Moncton pour la création d'un centre de recherche en tourbe au C.U.S.

Transports Canada accorde un octroi de 130 000$ à l'Aéroport pour des immobilisations. Le projet d'éclairage de la piste, des aires de stationnement et un "beacon" lumineux rotatif étant terminé, l'aménagement de l'Aéroport est complété et le coût total atteint près de 1 000 000$.

Au cours de l'exercice financier 1983-84, un coordonnateur touristique est embauché pour l'A.T.P.A. grâce à une subvention du ministère du Tourisme et ceci jusqu'au 31 mars 1985.

L'Entente Nord-Est accorde des octrois de 45 046$ pour l'acquisition et l'aménagement de terrains dans le Parc industriel de Bas-Caraquet.

En 1983-84, le Conseil de développement des Pêches du N.-B. a investi plus de 10,5 millions de dollars dans la flotte du Nord-Est, soit par la construction, la réparation, la conversion et l'installation d'équipements de tout genre.

Plusieurs activités ont été financées dans le cadre de l'Entente auxiliaire sur le Nord-Est du N.-B. au coût total de 4,5 millions de dollars.

Par l'entremise de l'Entente Nord-Est, le ministère du Tourisme a subventionné un total de 73 900$ à des entreprises exploitant des commerces à caractère touristique.

La B.F.D. a accordé 14 prêts aux entrepreneurs de la Péninsule acadienne pour un montant de 1 429 500$.

Entreprises

Les activités de l'entreprise privée, aidées par les gouvernements, ont permis à la Péninsule acadienne de demeurer la région où les emplois manufacturiers croissent au rythme le plus accéléré dans la province. En effet, l'accroissement net d'emplois était de 15,4%. Depuis 1973, la Péninsule s'est dotée de 5 738 emplois manufacturiers additionnels, une augmentation de 259,9% ou encore 53,6% de tous les emplois dans le secteur manufacturier au N.-B.

Des subventions de 205 003$ furent données à sept entreprises de la Péninsule acadienne sous le programme d'aide à la petite entreprise créant ainsi 80 nouveaux emplois. Une subvention de 350 000$ fut accordée sous le programme de garantie de prêt.

En 1983, des producteurs de tourbe ont fait l'extraction de 22,2 millions de pieds cubes de tourbe, une augmentation de 8,8% sur l'année précédente.

1984

En 1984-85, la C.E.E.P. a fait un inventaire informatisé complet de tous les employeurs de la Péninsule acadienne.

Péninsule

Le total de l'assiette fiscale des municipalités de la Péninsule acadienne est passé de 288,9 millions de dollars en 1983 à 325,5 millions de dollars en 1984, une augmentation de 12%.

PROFIL

VILLAGE HISTORIQUE ACADIEN

FAIRE REVIVRE L'HISTOIRE

Le Village historique acadien fête cette année son 15e anniversaire comme attraction touristique majeure dans la Péninsule acadienne.

Depuis quinze ans, le Village historique acadien emploi plus de 150 personnes sur une base saisonnière et près de trente sur une base à plein temps. C'est toujours avec fierté que nous accueillons les visiteurs du monde entier pour leur faire connaître l'histoire de notre peuple, le premier a s'être enraciné dans ce pays.

Nous nous efforçons aussi à appuyer les efforts des entrepreneurs de la Péninsule acadienne dans le domaine du développement touristique. C'est avec une région offrant une grande variété d'activités touristiques que nous réussirons vraiment à en faire une industrie fleurissante.

Nous désirons profiter de cette réunion annuelle de la Commission d'expansion économique de la Péninsule pour lui souhaiter un heureux vingtième anniversaire d'existence et la meilleure des chances dans ses projets de développement économique pour la région.

COMMANDITE

Dans le domaine touristique, des panneaux de signalisation sont érigés à Shédiac et St-Léonard.

Entreprises

Un montant de 837 092$ a été donné en subvention à neuf entreprises de la région sous le programme de développement industriel permettant la création de 110 nouveaux emplois. Le programme d'aide à la petite entreprise a subventionné 13 entreprises au coût de 348 450$, ce qui permit la création de 54 emplois. Un autre programme sous l'Entente Nord-Est a offert des subventions de l'ordre de 113 451$ à 14 entreprises pour l'acquisition de micro-ordinateurs.

C'est en 1984 que la société Air New-Bec s'établit à l'Aéroport en offrant un service de vols nolisés et une école de pilotage à la population de la Péninsule acadienne.

Pour ce qui est de la construction du tronçon Bathurst-Janeville, l'élaboration des plans et devis, l'arpentage et l'acquisition des terrains sont amorcés. Il est prévu que deux contrats seront accordés avant l'été pour débuter les travaux. Près de 3 millions de dollars seront versés en 1985-86.

1985

Les revenus pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 sont de l'ordre de 149 180$.

Péninsule

Malgré une forte croissance dans les emplois jusqu'en 1983, la Péninsule a, en 1985-86, un taux de chômage saisonnier qui atteint environ 65%. Près de 15% de la population vivent d'assistance sociale.

Un comité provisoire est mis sur pied pour une société C.L.E. dans la Péninsule et une demande de subvention est envoyée au ministère de l'Emploi et Immigration. Le personnel de la C.E.E.P. assure provisoirement la coordination et les services de secrétariat de ce projet.

La C.E.E.P. se verra obligée de fermer l'Aéroport à compter du mois d'octobre si les gouvernements ne consentent pas à assumer une part des dépenses d'exploitation.

La société Air New-Bec n'opère plus à l'Aéroport depuis la fin 1985 ayant centralisé ses opérations à Bathurst.

Une subvention de 90 000$ a été accordée à la C.E.E.P. par l'entremise de l'Entente Nord-Est pour aménager une extension de rue avec service d'eau et d'égouts dans le Parc industriel de Bas-Caraquet.

Une étude sera entreprise à Shippagan afin de vérifier la rentabilité d'agrandir le Parc industriel ou d'établir un autre site dans la municipalité.

Le 24 juin 1985, la C.E.E.P. publiait le résultat d'une étude dans l'Industrie du crabe. Ce document incluait un certain nombre de recommandations et a servi de document de référence aux intervenants et aux agences gouvernementales.

Tourbe - La construction d'un édifice pour abriter le C.R.D.T. est terminée. Le dossier du C.R.D.T. est considéré prioritaire par la C.E.E.P. depuis la tenue d'un Symposium national sur la tourbe en septembre 1982.

Secteur tourisme - Les fonds dont disposait la C.E.E.P. pour le salaire d'un coordonnateur au service de l'A.T.P.A. ont été pleinement utilisés et il n'a pas été possible d'obtenir des ressources financières additionnelles. La C.E.E.P. a obtenu 8 400$ pour la publication d'une brochure touristique.

Entreprises

Vingt demandes ont été présentées sous le programme d'aide à la petite entreprise, 13 ont été approuvées pour des subventions de

PROFIL

PRODUITS BELLE-BAIE

TOUJOURS AUX AVANT-POSTES

Exportation, innovation et la multiplication des sources d'approvisionnement: grâce aux méthodes qui ont établi sa réussite, la Belle-Baie de Caraquet continue sa progression.

L'exportation vers l'Europe, le Japon, la Corée et surtout les États-Unis constitue 95% de son chiffre d'affaires.

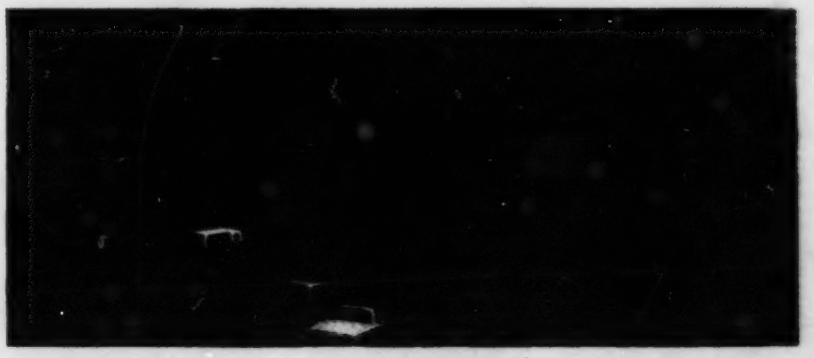
Depuis deux ans, elle fait de grands pas dans la modernisation de ses installations. Elle s'est équipée de machines à fileter la morue, à fileter, désosser et retirer la peau du poisson rouge.

Elle résiste bien à la diminution de la ressource parce qu'elle va chercher son poisson un peu partout: au Québec, en Baie de Fundy ou dans le Maine.

Avantage décisif sur la concurrence, elle commercialise ses produits sous ses propres marques, "Perle du golfe" et "Belle-Baie".

Son nombre d'employés augmente: 200 l'hiver et plus de 600 l'été.

C'est de tout cela que provient le sentiment de confiance que l'on trouve à la Belle-Baie.



260 3866. Trente-sept nouveaux emplois créés - 353 emplois créés grâce à ce programme depuis 1980.

1986

Le budget provisoire pour 1986-87 est de 170 705$.

Péninsule

Le Comité d'action du Camp militaire de Tracadie est formé en janvier 1986 et la C.E.E.P. fait partie de ce Comité.
Le Comité de coordination touristique de la Péninsule acadienne est mis sur pied et regroupe des représentants de l'A.T.P.A., du M.E.I.R., la S.A.R., le ministère du Tourisme, le V.H.A., le Centre marin, la C.A.P.P.A. et la C.E.E.P.

1987

Depuis le 1er janvier 1987, les villages de Maisonnette et Ste-Marie-St-Raphaël font partie de la Commission.

En 1987, la C.E.E.P. inaugure et forme un comité qui choisit son premier Entrepreneur de l'année, Valmond Chiasson des Produits Belle-Baie Ltée. Cette activité se continue et la C.E.E.P. a maintenant un Banquet de l'Entrepreneur qui a lieu chaque année en octobre durant la semaine de la P.M.E. D'autres secteurs d'activités sont aussi reconnus et des trophées sont décernés aux gagnants de ces secteurs.

Le 11 mai 1987, le rapport de la firme Price Waterhouse sur les commissions de développement économique du N.-B. est rendu public.

Le 19 octobre 1987, 15e anniversaire d'incorporation de la C.E.E.P. et lancement d'un nouveau plan d'action.

Péninsule

L'extension d'une rue dans le Parc industriel de Bas-Caraquet a débuté l'automne dernier grâce à une subvention de 80 000$ de l'Entente Nord-Est.

Au cours de l'exercice financier 1986-87, le projet "Achetons Péninsule" est lancé par les Productions Thériault. La C.E.E.P. a appuyé ce projet. Une première exposition commerciale et industrielle a aussi lieu à Sheila et devient un événement annuel.

La Rencontre économique pour la province, des intervenants dans le domaine économique a lieu les 2 et 3 octobre 1987 à Caraquet.

En 1986, la population de la Péninsule acadienne compte 58 000 personnes et 145 entreprises de transformation et fabrication.

La Péninsule produit plus de 20% de la production annuelle canadienne de tourbe horticole.

L'industrie de la pêche assure des emplois à près de 9 000 personnes. Les pêcheurs de la Péninsule acadienne exploitent plus de 21 différentes espèces de poisson.

Après plusieurs années d'effort, la Société d'aide à l'entreprise Inc. a ouvert un bureau dans les locaux de la C.E.E.P. au mois d'octobre 1987. Elle compte trois employés permanents.

Cinquante pour cent des exportations de produits de la mer au N.-B. proviennent des entreprises de la Péninsule.

La Péninsule compte plus de 530 entreprises de services et commerces au détail.

PROFIL

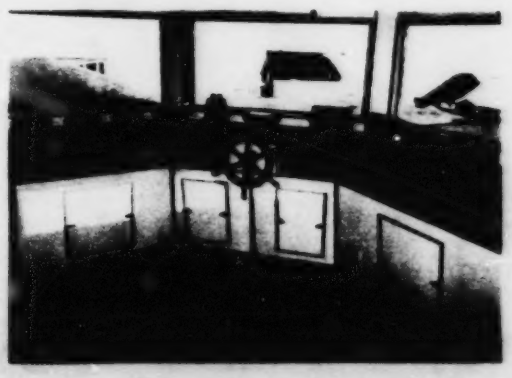
ÉCOLE DES PÊCHES DE CARAQUET

UN CENTRE DE FORMATION POUR LES PÊCHEURS

L'École des Pêches du Nouveau-Brunswick à Caraquet a été fondée afin de transformer une tradition maritime vieille de trois siècles en une industrie de la pêche moderne. Depuis , l'École a été au centre d'une révolution technologique dans le domaine de la pêche et plus récemment dans le domaine de l'aquaculture.

L'École a su développer des outils d'enseignement lui permettant d'offrir aux pêcheurs, aux aquaculteurs et aux gens de l'industrie la formation nécessaire afin de faire face aux exigences croissantes de ce secteur économique. Nous sommes particulièrement fiers d'offrir à nos pêcheurs de nouvelles installations, le Simulateur de pêche et de navigation, de même que notre nouvelle timonerie dotée des tout derniers équipements électroniques de navigation.

L'École de Pêches est aujourd'hui un maillon indispensable au développement des pêches dans la Péninsule acadienne et au Nouveau-Brunswick. De plus, elle contribue, par le biais de son programme international, à faire reconnaître nos compétences en pêches dans de nombreux pays du monde.



Nouvelle timonerie de l'École

Création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APÉCA) avec un budget de 200 millions $ par année pour cinq ans.

1988

En janvier 1988, la C.E.E.P. aménage dans de nouveaux locaux situés sur la rue du Moulin et à cette occasion, fait l'acquisition de nouvelles pièces d'équipement informatique et d'un photocopieur.

En septembre 1988, après avoir assuré l'intérim pendant six mois, Gérard Brideau devient le directeur général de la C.E.E.P. suite à la démission de Roland Cormier. En novembre de cette même année, la C.E.E.P. embauche un agent de développement et une 2e secrétaire grâce à des fonds obtenus de l'A.P.É.C.A.

Elle loue également un bureau au Comité d'aide au développement des collectivités de la Péninsule acadienne.

Des cours d'ordinateur ont été offerts par la C.E.E.P. aux personnes d'affaires et à leurs employés.

Le budget de la Commission passe maintenant à 223 880$.

Péninsule

Pour donner suite à l'étude entreprise en 1986-87 sur l'établissement d'une flotte de chalutiers-congélateurs, un comité de travail est établi (Consortium Nova Nord).

Entreprises

Dans le cadre du programme d'aide à la petite entreprise, 31 demandes sont approuvées pour un montant global de 1 089 880$.

Au niveau des programmes gouvernementaux, 17 demandes furent approuvées pour un investissement total de 551 328$. Sous le programme "Action" de l'A.P.E.C.A., 64 demandes furent approuvées pour des investissements de 12 842 731$ de la part des entrepreneurs de la région et la somme de 4 085 258$ fut octroyée par le programme Action. Une somme additionnelle de 1 151 401$ fut accordée comme contribution au coût d'intérêt.

1989

A compter de juillet 1989, l'agent de développement d'Alnwick est sous la responsabilité directe de la C.E.E.P., grâce à une subvention financière de la S.A.R.

La C.E.E.P. sous-loue, à partir de ses locaux, un bureau en permanence au ministère du Commerce et de la Technologie.

Péninsule

Au niveau des programmes gouvernementaux, 28 demandes furent approuvées pour un investissement total de 663 783$. Au niveau de l'A.P.E.C.A., 62 demandes furent approuvées pour la somme de 11 724 429$. Ce montant inclut l'octroi à la compagnie Wink.

Le Comité d'orientation de la Conférence socio-économique de la Péninsule acadienne est créé à l'automne 1989 et madame Ghislaine Foulem est élue présidente.

C'est lors de l'étape du Forum qu'un ensemble des délégués représentatifs des douze secteurs socio-économiques ainsi que des diverses sous-régions de la Péninsule verront à prioriser un certain nombre de propositions soumises par les tables sectorielles.

PROFIL

GROUPE QUALITÉ LAMÈQUE LTÉE

PRODUCTEUR DE TOURBE DE SPHAIGNE ET DE COMPOST

Travaillant dans plusieurs endroits de la Péninsule acadienne, le Groupe Qualité Lamèque Ltée exporte ses produits sur tous les marchés mondiaux.

L'entreprise dirigée par Florent et Laurie Chiasson a assuré son expansion par un développement technologique qui permet de produire une tourbe de très haute qualité. L'entreprise qui emploie une centaine d'employés a prodécé à la robotisation de ses opérations, ce qui lui a permis de devancer les demandes de sa clientèle plus particulièrement en matière d'environnement.

Groupe-Qualité Lamèque
tél. (506) 344-2293

COMMANDITE

Entreprises

Le 15 août 1989, le Premier ministre du N.-B., l'A.P.E.C.A., la compagnie Wink et le maire de Caraquet annoncent conjointement l'ouverture prochaine de la Wink Industries à Caraquet. Ce projet d'au-delà de 20 millions de dollars doit débuter ses opérations au cours de l'année 1990 et créera de l'emploi à temps plein pour environ 150 personnes.

1990

Le concept d'incubation développé depuis de nombreuses années aux États-Unis et plus récemment au Canada sera étudié et développé dans notre région. Un comité regroupant des représentants de la Commission, de la S.A.E., de l'Université de Moncton et du C.C.N.B. est présentement en voie d'étudier le concept et de voir comment l'adapter à la Péninsule.

Afin de valoriser nos entrepreneurs, la C.E.E.P. continue de publier des profils d'entreprises. Douze sont publiés au cours de l'année.

Péninsule

Le 8 mai 1990, le ministre des Pêches et Océans, l'honorable Bernard Valcourt, annonce la création d'un Centre de recherche et de développement des produits marins à Shippagan. L'établissement de ce Centre vient appuyer l'industrie de la pêche du Nord-Est du N.-B. dans ses efforts de diversification des produits marins existants et de la commercialisation de nouveaux produits à partir d'espèces sous-utilisées et non-utilisées du golfe du Saint-Laurent. Pêches et Océans met 3 millions de dollars à la disposition du Centre basé sur le concept d'un fonds de fiducie. Les intérêts annuels servent à défrayer les coûts d'opération du Centre. Le centre est administré par un Conseil d'administration composé de 11 membres.

Le 16 août 1990, une Entente de coopération sur la diversification économique est signée entre le gouvernement fédéral et la province du N.-B. De cette Entente, plus de 28 000 000$ sont destinés à la Péninsule acadienne.

Entreprises

Au niveau provincial, 8 demandes ont été approuvées pour un montant de 67 047$. Sous l'Entente spéciale de coopération sur la diversification, créée pour la Péninsule acadienne, 32 demandes sont approuvées pour un montant de 2 267 383$.

Le 28 mars 1990, le ministère du Commerce et de la Technologie remettait le prix "Mérite '90" à madame Elizabeth Beaudin de la Pâtisserie Mme Rail de Pigeon Hill.

1991

Le budget de fonctionnement de la C.E.E.P. pour l'année financière 91-92 est de l'ordre de 206 178$.

Péninsule

Le Forum de la Conférence socio-économique a lieu les 19, 20 et 21 avril 1991 à Shippagan.

Entreprises

Sous le programme Action de l'A.P.E.C.A., 39 demandes ont été approuvées pour un montant de 2 058 328$ et une somme additionnelle de 212 010$ à l'égard des coûts d'intérêts.

1992

Le Sommet de la Conférence socio-économique de la Péninsule acadienne a lieu le 25 avril 1992 à Caraquet.

Les symboles de dollars font mention des événements économiques nationaux ou provinciaux qui ont affecté la Péninsule. Ces données sont reproduites avec l'autorisation des auteurs, de "La lutte pour le développement- Le cas du Nord-Est" (Presses de l'université du Québec) de Donald J. Savoie et Maurice Beaudin, Institut canadien de recherche en développement régional, Université de Moncton.

PROFIL

INDUSTRIES WINK

LE PARI TECHNOLOGIQUE À CARAQUET

"Les entreprises d'ici, si elles intègrent les nouvelles technologies, sont en mesure de concurrencer les fabricants étrangers". Edwin Kenny, le président et directeur général des Industries Wink est fier d'en faire la démonstration tous les jours, grâce à l'usine ultra-moderne qu'il a installée il y a deux ans sur la zone industrielle de Caraquet.

"La Wink" c'est plus d'une centaine de salariés sur plus de 140 000 pieds carrés. Grâce à la haute technologie de ses installations de Caraquet, ses coûts de production sont très compétitifs et peuvent faire face à n'importe quelle concurrence.

Enfant de Tabusintac, établi à Montréal depuis l'âge de 15 ans, Edwin Kenny assure que le Nouveau-Brunswick offre d'innombrables possibilités. Les entreprises peuvent notamment y bénéficier d'un excellent appui du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral par l'entremise de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APÉCA). L'installation de la Wink pourrait bien représenter, pour Caraquet, le début d'une diversification dans le textile.

COMMANDITE

CONSEIL ÉCONOMIQUE DU N.-B. (C.E.N.-B.)

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ D'AFFAIRES

Fondé en 1979, à Beresford, par des gens d'affaires conscients du rôle que le Conseil économique du Nouveau-Brunswick pourrait jouer dans le développement économique des francophones du Nouveau-Brusnwick, le mandat du C.E.N.-B. se résume comme suit :

- Informer ses membres et la population en général sur toutes les questions économiques susceptibles d'affecter la communauté d'affaires;
- Défendre les intérêts de la communauté d'affaires francophone auprès des gouvernements;
- Valoriser et promouvoir l'entrepreneurship chez les francophones du N.-B.

Aujourd'hui, le C.E.N.-B. compte plus de 1 200 membres dans les secteurs industriels, primaires, manufacturiers, services, éducation et formation.

Yvon Normandeau
Président
Tél.: 727-2660

Jean Nadeau
Directeur exécutif
Tél.: 857-3143

Paul Haché
Directeur
Tél.: 358-2787

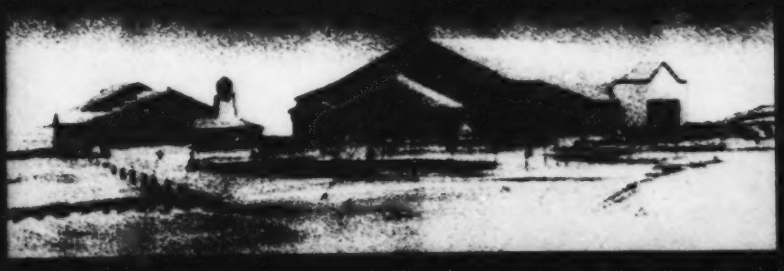
COLLÈGE COMMUNAUTAIRE DU N.-B. - BATHURST

CASE POSTALE 266, BATHURST, N.-B. E2A 3Z2 TÉL.: 547-2145

CENTRE DE RESSOURCES DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE

SERVICES DE FORMATION SPÉCIALISÉE EN GESTION ET INFORMATIQUE

"VOTRE FORMATION C'EST NOTRE AFFAIRE"

New Nouveau Brunswick

VILLE DE CARAQUET